

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 24/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : -
Code AIOT : 0010000019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement AXEREAL implanté Le Bourg Silo Néronde-Tendron 18350 Tendron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Le Bourg Silo Néronde-Tendron 18350 Tendron
- Code AIOT : 0010000019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Silo à autorisation pour la rubrique 2160 équipé notamment d'une tour séchoir (rubrique 2910 sous

le régime de la déclaration). La tour est équipée de 2 séchoirs.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Modification de l'installation - brûleurs	AP Complémentaire du 16/03/2007, article 3	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 10/07/1990, article 4ter	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	entretien du site	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	périodicité des mesures	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative - rubrique 2910	AP Complémentaire du 16/03/2007, article 2	/	Sans objet
3	Systèmes de sécurité	AP Complémentaire du 16/03/2007, article 26	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Entretien des installations électriques	AP Complémentaire du 16/03/2007, article 11.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	VLE - poussière	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 45	/	Sans objet
9	Découplage entre les locaux	Arrêté Préfectoral du 16/03/2007, article 16	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Surveillance des appareils de manutention	Arrêté Préfectoral du 16/03/2007, article 17.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - rubrique 2910

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2007, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, rubriques de classement			
Prescription contrôlée :			
2910 - A.2 DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3	14	MW

	de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes		
--	--	--	--

Constats :

D'après les informations fournies par l'exploitant, le site dispose de deux équipements de séchage par contact direct, de puissance respective 6.978 MW.

Le site est déclaré pour une installation de puissance 14 MW selon l'arrêté n°2007-1-250 du 16 mars 2007.

Le séchoir étant utilisé pour l'activité principale du site de stockage de céréale, cet équipement est aujourd'hui classable au titre de la rubrique 2160 et non plus de la rubrique 2910 tel que c'était le cas antérieurement (voir note de la DGPR référencée IR_23-07-26-2260_séchoirs).

L'inspection note par ailleurs que selon l'exploitant la durée annuelle de fonctionnement est inférieure à 500 h par an

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modification de l'installation - brûleurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2007, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Modification

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation [...]et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation ou de l'étude de danger, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet [...]

Constats :

<p>L'exploitant informe qu'il a réalisé un changement des brûleurs de l'installation le 03/03/2025.</p> <p>D'après les informations fournies par l'exploitant lors de l'inspection les nouveaux brûleurs permettent d'atteindre une puissance de l'installation plus basse que celle autorisée. La modification pourrait donc être considérée comme notable. L'exploitant ne fournit aucun justificatif de la puissance des brûleurs mis en place.</p> <p>L'exploitant précise que l'installation ne sera mise en service qu'à l'automne 2025.</p> <p>Constat: Une modification notable des séchoirs n'a pas été portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Systèmes de sécurité

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2007, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le séchoir dispose a minima des systèmes de sécurité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un contrôle de pression qui permet une coupure instantanée en cas d'anomalies, [...]
<p>Constats :</p> <p>Constat de l'inspection du 13/11/2024: L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la présence d'un contrôle de pression qui permet une coupure instantanée des installations en cas</p>

d'anomalies.

Lors de la visite du 28/05/2025, l'exploitant a présenté en détail les capteurs présents sur l'installation. Il y a bien deux capteurs de pression (calibrés sur une pression minimale et une pression maximale), implantés sur le circuit de gaz.

L'inspection n'a pas pu réaliser de test mais l'exploitant précise que lorsque l'un de ces capteurs se déclenche l'ensemble de l'installation s'arrête.

L'écart constaté lors de l'inspection du 13/11/2024 est levé.

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien des installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2007, article 11.2

Thème(s) : Risques accidentels, contrôle et levée des non conformités

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 13/01/2025

Prescription contrôlée :

[...]

Les installations électriques, y compris celles des systèmes mobiles sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement dans son rapport de contrôle les non conformités relevées.

Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine.

[...]

Constats :

Constat de l'inspection du 13/11/2024: l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer l'absence de risque incendie/explosion de l'installation suite au nettoyage des armoires électriques et compte tenu de dispositifs et d'équipements non contrôlés en 2023.

L'exploitant présente le rapport réalisé par la société DEKRA le 23/05/2025. Celui ci permet de démontrer l'absence de risque incendie/explosion de l'installation.

L'écart constaté lors de la visite du 13/11/2024 est levé.

Constat : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/07/1990, article 4ter
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement du réseau de collecte
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de substances relevant de l'annexe * au présent arrêté par lessivage des installations de production, toitures, sols, aires de stockage, etc., ces eaux doivent être collectées et envoyées dans un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.</p> <p>Elles ne peuvent être rejetées directement ou indirectement dans les eaux souterraines qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. [...]</p> <p>* [les substances considérées dans le présent constat sont en particulier]</p> <p>4. Substances qui possèdent un pouvoir cancérigène, mutagène ou tératogène dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci.</p> <p>7. Huiles minérales et hydrocarbures.</p> <p>16. Matières synthétiques persistantes qui peuvent flotter, rester en suspension ou couler et qui peuvent gêner toute utilisation des eaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de l'inspection du 13/11/2024: le réseau d'eaux de ruissellement ne permet pas le contrôle de la qualité des eaux avant leur rejet.</p> <p>L'exploitant présente les travaux qu'il a réalisés ces derniers mois afin de répondre à la prescription. Il a mis en place 3 vannes afin d'obturer les réseaux avant le rejet vers les bassin.</p> <p>L'exploitant précise que les réseaux, ainsi que les fosses en pied de bâtiments seraient suffisantes pour recueillir les effluents.</p> <p>Il présente un plan des réseaux mais ne justifie pas de leur dimensionnement. Par ailleurs lors de la visite, l'exploitant ne justifie pas que l'ensemble des écoulements seraient recueillis et n'est pas en capacité de justifier le sens des écoulements.</p>

Constat : l'exploitant ne justifie pas que les vannes mises en place permettent une gestion efficace des eaux de ruissellement avant leur éventuel rejet dans les bassins d'infiltration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : entretien du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, bassin d'orage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/01/2025
Prescription contrôlée : [...]L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]
Constats : Constat de l'inspection du 13/11/2024: le bassin d'infiltration ne fait pas l'objet d'un entretien régulier. Lors de la visite, les travaux de débroussaillage des bassins et fossés sont en cours. Les 06/06/2025, 13/06/2025 et 23/06/2025 l'exploitant produit des photos de l'avancement des travaux. Constat : Les travaux de débroussaillages des bassins d'infiltration ne sont pas finalisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : VLE - poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 45

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les effluents respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire.
[...] les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus

POLLUANTS	VALEUR LIMITE D'ÉMISSION
1. Poussières totales	
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	100 mg/m³
Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	40 mg/m³

Constats :

L'exploitant a fourni les deux derniers rapports de contrôles des rejets atmosphériques des séchoirs dont il dispose :

- rapport réalisé par l'APAVE en 2015;
- rapport réalisé par l'APAVE en 2007.

Seule la mesure de 2015 évalue le flux et la concentration en poussière totale :

	Flux horaire (kg/h)	Concentration (mg/m3)
2015 - séchoir 1	0.6	5.9
2015 - séchoir 2	0.4	3.7

Le flux horaire total étant inférieur à 1 kg/h, la VLE à considérer est 100 mg/m3 : cette valeur tes respectée pour les deux séchoirs.

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : périodicité des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52
Thème(s) : Risques chroniques, mesures périodiques
Prescription contrôlée : Au moins une fois tous les trois ans, les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant présente les 2 derniers rapports dont il dispose concernant son installation: - rapport réalisé par l'APAVE en octobre 2015 - rapport réalisé par l'APAVE en 2007 Il précise qu'il prévoit de faire réaliser une mesure par la société DEKRA au moment de la remise en service de l'installation en septembre 2025. Le bureau APAVE qui a réalisé les mesures en 2015 était agréé par l'arrêté ministériel du 02/03/2015. Constat : le dernier contrôle périodique des rejets atmosphériques des séchoirs a été réalisé en 2015, ce qui fait que la périodicité de 3 ans n'est pas respectée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Découplage entre les locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2007, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Découplage
Prescription contrôlée : Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations etc., sont aussi réduites qu'é possible. Lorsque la technique le permet, les volumes sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage conformément aux préconisations et dimensionnements de l'étude de dangers. [...]

En particulier, l'exploitant s'assure de la pérennité dans le temps des découplages suivants

Volume A	Volume B	Découplage
Niveau 3 de la tour manutention	Espace sur-cellules du silo vertical	Porte métallique
Tour de manutention du silo vertical (niveau -1)	Galerie inférieure de reprise du silo vertical	Porte métallique
Niveau 2 de la tour de manutention du silo plat	Espace sur-cellules du silo plat	Porte métallique
Tour de manutention du silo plat (niveau -1)	Galerie inférieure de reprise du silo plat	Porte métallique

Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :

- s'ouvrent des galeries où des clefs de cellules vers les tours de manutention ; dans le cas contraire l'exploitant justifie que les dispositifs résistent à une surpression exercée dans le sens tour vers galeries ;
- sont maintenues fermées, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel. [...]

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate que des portes métalliques permettent le découplage entre les espaces listés dans l'arrêté. Cependant il existe plus de dispositifs de découplage qu'énumérés. L'inspection note en particulier:

- présence de portes métalliques entre l'intérieur des locaux à risque d'explosion et les espaces extérieurs au bâtiment
- la "tour de manutention" du silo plat présente une configuration "en S" ainsi sur la partie basse la porte s'ouvre vers l'intérieur du bâtiment qui correspond à la zone à risque d'explosion tandis qu'en partie haute la zone à risque d'explosion se situe dans la galerie de manutention soit à l'extérieur du bâtiment
- les découplages sont presque systématiquement réalisés par 2 voire 3 portes compte tenu de la configuration des bâtiments.
- un découplage est présent au niveau 2 du silo vertical et pas uniquement au niveau 3.
- un découplage est existant entre les moyens de manutention et le bâtiment "séchoir".

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des appareils de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2007, article 17.1

Thème(s) : Risques accidentels, Détection

Prescription contrôlée :

[...]Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entrainer un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Repère	Équipements	Dispositif de sécurité
Silo vertical et plat	Transporteur à bandes	[...] Contrôleur de rotation Contrôleurs de déport de bandes [...]

[...]

Constats :

Par échantillonnage, lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de détecteur de déport de bandes et contrôleur de rotation sur les transporteurs TBW2 et TB05.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite